

2013-2014

**Perspectives
économiques**

Perspectives économiques 2013-2014

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/0024/index-f.asp

26 mars 2013

Couverture :

Services gouvernementaux (SG 9130)

Traduction :

Bureau de traduction, Services gouvernementaux

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Agence des services internes du Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-55396-363-9

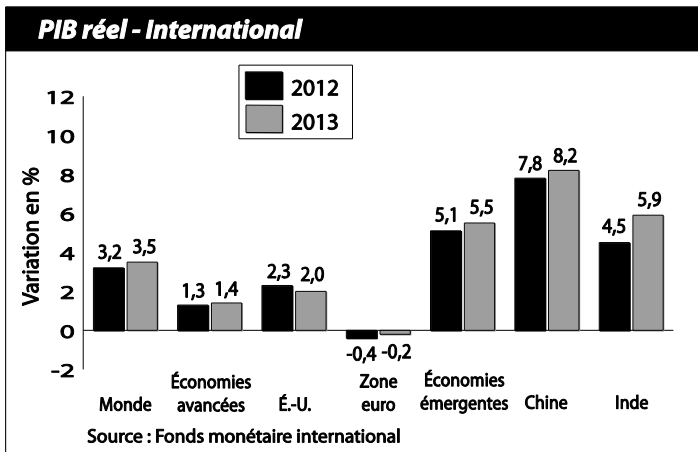
Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- La croissance de l'économie mondiale a ralenti pour atteindre 3,2 % en 2012; les économies industrialisées et en développement ont affiché des performances inférieures à celles de l'année précédente. La croissance mondiale a été stimulée par les marchés émergents et les économies en développement, lesquels ont enregistré une croissance de 5,1 %, selon le Fonds monétaire international (FMI). Les économies avancées (avec le Canada, les États-Unis et le Japon en tête) ont progressé de 1,3 %, en baisse par rapport au taux de 1,6 % de l'année précédente en raison des compressions budgétaires gouvernementales et de la récession dans la zone euro.
- Une fois de plus, la croissance mondiale s'appuiera sur les économies de marché émergentes en 2013. Selon le FMI, la production mondiale devrait progresser de 3,5 % en 2013, alors que les économies émergentes devraient afficher une croissance de 5,5 %.

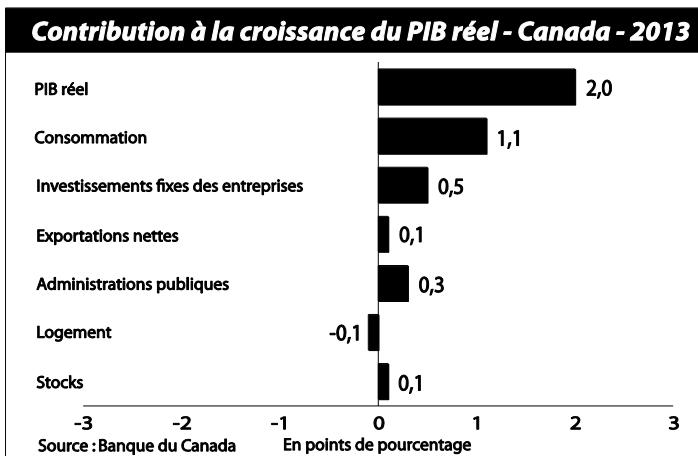


- Dans la zone euro, l'activité économique s'est contractée au cours du second semestre de 2012. Une baisse importante de la production industrielle dans des pays comme l'Allemagne et la France avait nuit à l'investissement des entreprises et à l'emploi dans des pays comme la Grèce et l'Espagne.

- En 2013, la Chine et l'Inde seront les principaux moteurs de la croissance parmi les économies émergentes et en développement. Cependant, le rythme de l'activité économique de ces pays sera inférieur aux attentes récentes en raison de la faible croissance de l'économie de plusieurs de leurs partenaires commerciaux. Plus particulièrement, on s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) réel de la zone euro enregistre un léger déclin pour une deuxième année consécutive.
- La croissance des économies avancées en 2013 sera une fois de plus supprimée par la faiblesse dans la zone euro et la rigueur budgétaire adoptée par les gouvernements. Néanmoins, les politiques monétaires accommodantes de ces économies devraient compenser en partie les resserrements budgétaires.
- On s'attend à ce que l'économie américaine augmente de 2,0 % en 2013, soit légèrement en dessous du niveau enregistré en 2012. Grâce à des niveaux de confiance accrus et à une meilleure santé financière des ménages découlant de la vigueur du marché immobilier, les dépenses des consommateurs contribueront modérément à la croissance en 2013.
- Par l'adoption de l'*American Taxpayer Relief Act of 2012*, les États-Unis ont pu éviter le soi-disant « précipice fiscal », qui consistait en une suite de compressions automatiques de dépenses et de hausses d'impôt qui devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Toutefois, on s'attend toujours à un ralentissement de la croissance suite aux restrictions budgétaires aux États-Unis.
- La Réserve fédérale a récemment manifesté son intention d'adopter de nouvelles mesures propres à stimuler l'économie, par l'achat de titres du Trésor à long terme d'une valeur de 540 milliards de dollars au cours de l'année 2013. On s'attend à ce que la Réserve fédérale maintienne le taux des fonds fédéraux à ses niveaux actuels (qui sont près de zéro) tant et aussi longtemps que le taux de chômage demeurera au-dessus de 6,5 %.

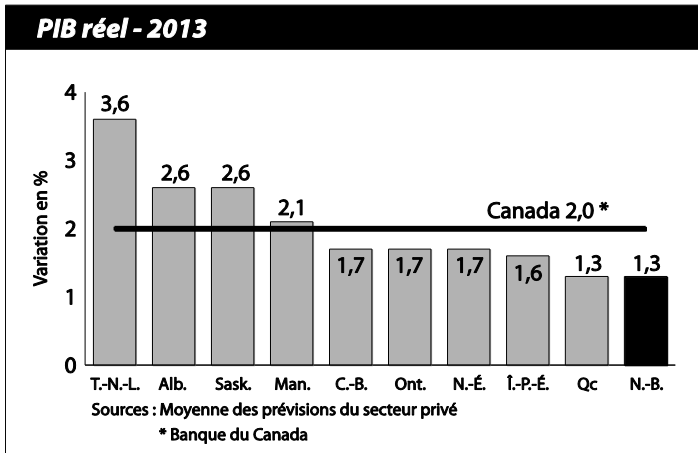
L'économie canadienne

- Les premiers indicateurs suggèrent que l'économie canadienne, largement soutenue par la croissance de la demande intérieure, a progressé de 1,8 % en 2012, un recul par rapport à la croissance de 2,6 % enregistrée en 2011. L'activité économique s'est appuyée sur les dépenses de consommation, le marché immobilier et l'investissement des entreprises, alors que les exportations nettes et les dépenses gouvernementales ont exercé un frein sur la croissance.
- Selon la Banque du Canada, l'économie canadienne devrait croître de 2,0 % en 2013. Après un ralentissement au cours du second semestre de 2012, la Banque s'attend à une reprise de l'économie au cours du premier semestre de 2013, grâce à une hausse de la demande étrangère et une augmentation de l'activité du secteur énergétique.



- On s'attend à ce que la consommation des ménages contribue de façon positive à la croissance en 2013. Cependant, le désendettement continu des consommateurs découlant des ratios élevés d'endettement par rapport aux revenus, limitera la croissance des dépenses de consommation.
- La consolidation budgétaire à tous les échelons du gouvernement se traduira par une contribution marginale des dépenses publiques à l'activité économique en 2013. L'investissement des entreprises devrait augmenter en cours d'année, ce qui aura pour effet de stimuler la croissance.

- On s'attend à ce que les provinces riches en ressources se remettent des perturbations inattendues de l'an dernier dans les domaines de la production et des transports, et qu'elles soient des chefs de file de la croissance économique en 2013. À l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, on s'attend à ce que les provinces du centre et de l'est du Canada enregistrent les taux de croissance les plus faibles au pays.



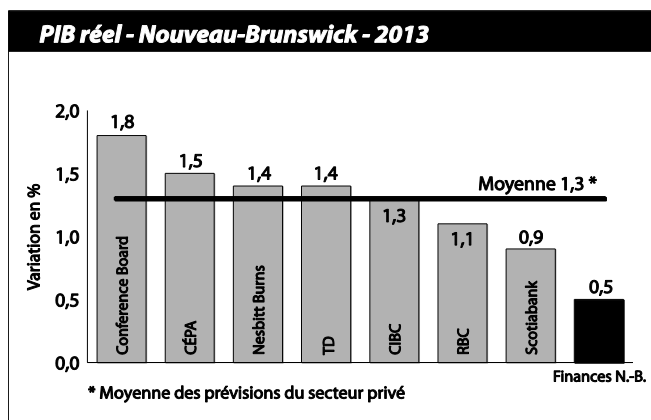
- Le FMI a récemment déclaré que le marché immobilier canadien semblait surévalué de l'ordre de 10 %, et recommandé aux autorités canadiennes d'intervenir sur le marché hypothécaire si l'endettement des ménages continue à s'aggraver. Le FMI s'inquiète surtout du risque que l'endettement élevé des Canadiens rende le pays plus vulnérable aux chocs économiques négatifs.
- En décembre 2012, la Banque du Canada a maintenu à 1 % son taux cible pour le financement à un jour. Une amélioration de l'activité économique au cours du second semestre de 2013 pourrait engendrer une hausse des taux d'intérêt si les niveaux de crédit à la consommation continuent de grimper au-delà de leurs sommets déjà historiques.

| Bilan statistique - Taux de croissance¹ | | |
|--|--------------|---------------|
| 2011 à 2012 | | |
| | N.-B. | Canada |
| Population et travail | | |
| Population totale au 1 ^{er} juillet | 0,1 | 1,1 |
| Population active | 0,6 | 0,9 |
| Emploi | -0,2 | 1,2 |
| Taux de chômage (%) | 10,2 | 7,2 |
| Taux d'activité (%) | 63,1 | 66,7 |
| Salaires et traitements | 1,6 | 4,2 |
| Consommateurs et logement | | |
| Ventes au détail | -0,5 | 2,5 |
| Indice des prix à la consommation | 1,7 | 1,5 |
| Mises en chantier | -4,4 | 10,8 |
| Entreprises | | |
| Ventes manufacturières | -1,4 | 3,4 |
| Exportations internationales | 0,1 | 1,9 |
| Permis de construction | -3,7 | 9,1 |
| ¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire. Source : Statistique Canada. | | |

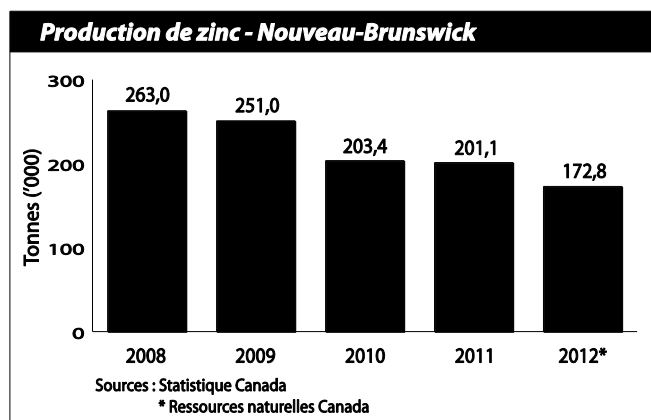
L'économie au Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances estime que la croissance économique réelle a été de 0,7 % en 2012 – en baisse par rapport au 1,3 % projeté dans le budget de l'an dernier – en raison de la faiblesse dans de nombreux secteurs de l'économie intérieure. Cette estimation est comparable au pourcentage qui fait consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé.
- En 2012, la croissance économique a été freinée par la faible croissance des revenus, ralentissant les dépenses de consommation et les compressions budgétaires gouvernementales. Il y a eu 600 emplois de moins au cours de l'année, bien que le déclin n'ait pas été aussi prononcé qu'au cours des deux années précédentes. Toutefois, la bonne nouvelle est que le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 1 500 en 2012.

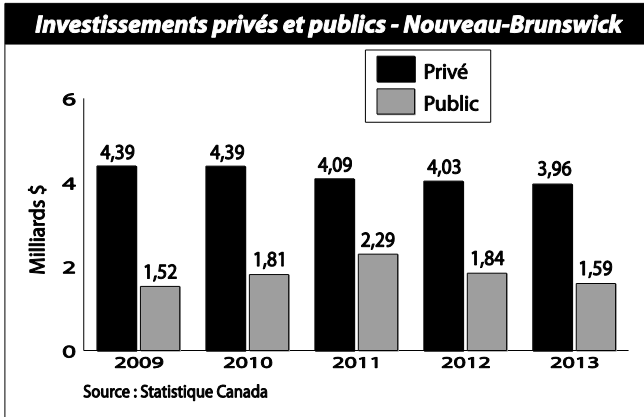
- Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de 0,5 % en 2013, une estimation plus prudente que le pourcentage qui fait consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé.



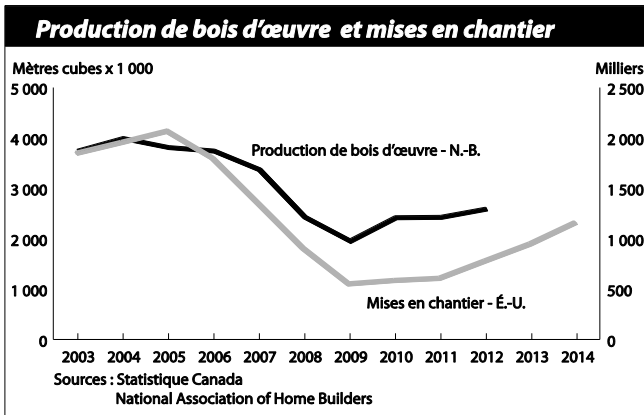
- Une croissance plus modérée est attendue en 2013 du fait que les nouveaux projets d'exploitation minière dans le nord de la province ne suffiront pas à compenser la fermeture de la mine Brunswick. De plus, la production de potasse ne devrait pas s'accélérer avant 2014.



- Avec la fin des travaux de remise en état de la centrale Point Lepreau et l'expansion de la mine de potasse, les grands projets ayant contribué à la croissance économique au cours des dernières années sont maintenant terminés. Cette situation, associée à des niveaux plus durables de dépenses en immobilisations de la part du gouvernement, limitera les perspectives de croissance en 2013.



- Le redressement graduel du marché immobilier américain devrait être de bon augure pour le secteur forestier du Nouveau-Brunswick et favoriser le commerce, qui est le moteur de la croissance économique pour 2013. La production d'électricité à partir de la centrale Point Lepreau rénovée devrait également permettre d'améliorer les exportations nettes de la province et augmenter la production dans le secteur des services publics.



- Après une période difficile marquée par des pertes d'emplois, on s'attend à ce que la situation de l'emploi au Nouveau-Brunswick s'améliore en 2013. L'augmentation de l'activité dans les secteurs forestiers et du commerce favorisera la création d'emplois, mais la croissance de l'emploi sera toujours plutôt modérée.

| Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick | | | | | | |
|--|------|-------|------|-------|------|-----------|
| Taux de croissance ¹ de 2010 à 2017 | | | | | | |
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015-2017 |
| Comptes économiques * | | | | | | |
| Produit intérieur brut (PIB) | 6,6 | 4,0 | 2,6 | 2,7 | 3,7 | 3,9 |
| Dépenses de consommation finale des ménages | 4,4 | 4,4 | 2,2 | 2,4 | 3,4 | 4,5 |
| Formation brute de capital fixe | 3,2 | -5,7 | -2,0 | -3,0 | 3,5 | 4,1 |
| PIB (réel) | 3,1 | 0,0 | 0,7 | 0,5 | 1,4 | 1,7 |
| Revenus * | | | | | | |
| Revenu primaire des ménages | 2,6 | 3,9 | 2,0 | 2,8 | 3,3 | 3,8 |
| Excédent d'exploitation net : sociétés | 36,5 | 5,3 | -0,6 | 8,4 | 6,6 | 2,0 |
| Population et travail | | | | | | |
| Population totale au 1 ^{er} juillet | 0,4 | 0,3 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Population active | -0,4 | -0,8 | 0,6 | 0,4 | 0,6 | 0,3 |
| Emploi | -0,9 | -1,2 | -0,2 | 0,5 | 0,8 | 0,6 |
| Taux de chômage (%) | 9,3 | 9,5 | 10,2 | 10,1 | 10,0 | 9,7 |
| Taux d'activité (%) | 63,6 | 62,8 | 63,1 | 63,5 | 63,9 | 64,1 |
| Autre | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation | 2,1 | 3,5 | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 1,9 |
| Mises en chantier | 16,5 | -15,8 | -4,4 | -10,5 | -8,2 | -0,1 |

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada.
* 2012-2017 Finances N.-B.

- Le besoin d'équilibres budgétaires viables limitera la contribution des gouvernements à la croissance économique à court terme en échange d'un environnement de croissance plus favorable à l'avenir.
- Dans la perspective de 2014, l'amélioration de l'activité économique aux États-Unis et au Canada devrait être favorable au secteur du commerce de la province. Le secteur minier devrait bénéficier de l'accroissement du rythme de production jusqu'à ce que la mine de potasse nouvellement agrandie atteigne son plein rendement. Il existe également un potentiel haussier dans le secteur minier, grâce à la mine de tungstène de Sisson Brook, advenant que le développement commence en 2014.

- Les prévisions actuelles tablent sur l'amélioration des conditions économiques et sur une reprise de la croissance en 2014, avec une croissance réelle du PIB qui devrait se renforcer jusqu'à 1,4 %.
- Le projet de pipeline pour le transport de produits pétroliers d'ouest en est pourrait avoir un effet considérable sur la performance économique grâce aux investissements et à l'activité dans le secteur de la construction. D'autres avantages économiques sont susceptibles de se produire à moyen terme.
- À long terme, l'exploitation des ressources naturelles dans le secteur de l'énergie pourrait donner un élan considérable à la province, grâce à l'augmentation des dépenses d'investissement et à l'accroissement de la création d'emplois et des revenus du gouvernement.

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick

| Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 1 ^{er} mars 2013) | | | | | | | |
|--|----------|----------|----------|----------|----------------|---------|---------|
| Indicateurs | | | | | Variation en % | | |
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 |
| Travail | | | | | | | |
| Population 15 ans et plus ('000) | 613,9 | 616,8 | 619,4 | 620,4 | 0,5 | 0,4 | 0,2 |
| Population active ('000) | 394,2 | 392,5 | 389,2 | 391,4 | -0,4 | -0,8 | 0,6 |
| Emploi ('000) | 359,5 | 356,1 | 352,0 | 351,4 | -0,9 | -1,2 | -0,2 |
| À temps plein ('000) | 302,3 | 301,7 | 294,7 | 296,2 | -0,2 | -2,3 | 0,5 |
| À temps partiel ('000) | 57,3 | 54,4 | 57,4 | 55,3 | -5,1 | 5,5 | -3,7 |
| Secteur de la production des biens ('000) | 80,6 | 79,8 | 79,8 | 74,7 | -1,0 | 0,0 | -6,4 |
| Secteur des services ('000) | 278,9 | 276,3 | 272,3 | 276,8 | -0,9 | -1,4 | 1,7 |
| Chômage ('000) | 34,6 | 36,4 | 37,1 | 40,0 | 5,2 | 1,9 | 7,8 |
| Taux d'activité (%) | 64,2 | 63,6 | 62,8 | 63,1 | ... | ... | ... |
| Taux d'emploi (%) | 58,6 | 57,7 | 56,8 | 56,6 | ... | ... | ... |
| Taux de chômage (%) | 8,8 | 9,3 | 9,5 | 10,2 | ... | ... | ... |
| Gains hebdomadaires moyens (\$) | 749,97 | 761,72 | 788,79 | 809,77 | 1,6 | 3,6 | 2,7 |
| Salaires et traitements (M\$) | 13 109,0 | 13 409,5 | 13 937,0 | 14 162,2 | 2,3 | 3,9 | 1,6 |
| Bénéficiaires d'assurance-emploi | 47 007 | 46 571 | 45 665 | 44 675 | -0,9 | -1,9 | -2,2 |
| Consommateurs | | | | | | | |
| Ventes au détail (M\$) | 10 092,7 | 10 592,5 | 11 102,4 | 11 041,5 | 5,0 | 4,8 | -0,5 |
| Ventes de véhicules automobiles neufs (unités) | 35 274 | 38 777 | 39 503 | 39 895 | 9,9 | 1,9 | 1,0 |
| Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$) | 1 061,9 | 1 207,7 | 1 222,1 | 1 212,7 | 13,7 | 1,2 | -0,8 |
| Restauration et débits de boissons (M\$) | 938,7 | 968,8 | 962,2 | 980,1 | 3,2 | -0,7 | 1,9 |
| Indice des prix à la consommation (2002=100) | 113,5 | 115,9 | 120,0 | 122,0 | 2,1 | 3,5 | 1,7 |
| Logement | | | | | | | |
| Mises en chantier (unités) | 3 521 | 4 101 | 3 452 | 3 299 | 16,5 | -15,8 | -4,4 |
| Permis de bâtir résidentiels (M\$) | 575,1 | 570,8 | 543,5 | 530,0 | -0,7 | -4,8 | -2,5 |
| Ventes résidentielles MLS® (unités) | 7 003 | 6 702 | 6 599 | 6 403 | -4,3 | -1,5 | -3,0 |
| Entreprises | | | | | | | |
| Ventes manufacturières (M\$) | 14 240,4 | 17 256,9 | 19 809,0 | 19 522,6 | 21,2 | 14,8 | -1,4 |
| Exportations internationales (M\$) | 9 825,2 | 12 665,8 | 14 789,7 | 14 800,8 | 28,9 | 16,8 | 0,1 |
| Permis de bâtir non résidentiels (M\$) | 573,2 | 562,5 | 422,4 | 400,4 | -1,9 | -24,9 | -5,2 |
| Industriel et commercial (M\$) | 272,0 | 292,3 | 273,9 | 239,4 | 7,5 | -6,3 | -12,6 |
| Institutionnel et gouvernemental (M\$) | 301,1 | 270,2 | 148,5 | 161,0 | -10,3 | -45,1 | 8,5 |
| Commerce de gros (M\$) | 5 486,1 | 5 832,5 | 5 926,7 | 5 967,6 | 6,3 | 1,6 | 0,7 |
| Production minière (M\$) | 1 100,4 | 1 210,5 | 1 334,9 | 1 146,4 | 10,0 | 10,3 | -14,1 |
| Recettes monétaires agricoles (M\$) | 498,4 | 478,8 | 533,3 | 527,1 | -3,9 | 11,4 | -1,2 |
| Production de bois d'œuvre ('000 m ³) | 1 958,3 | 2 423,4 | 2 429,6 | 2 594,0 | 23,8 | 0,3 | 6,8 |
| Démographiques | | | | | | | |
| Population au 1 ^{er} juillet | 749 945 | 752 892 | 755 335 | 755 950 | 0,4 | 0,3 | 0,1 |
| Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin) | 948 | 756 | 570 | ... | ... | ... | ... |
| Migration nette (1 ^{er} juillet au 30 juin) | 1 999 | 1 687 | 45 | ... | ... | ... | ... |
| ... n'ayant pas lieu de figurer | | | | | | | |
| MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immobilier. | | | | | | | |
| Sources : Statistique Canada, Ressources naturelles Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, et l'Association des agents immobiliers du Nouveau-Brunswick. | | | | | | | |